



HAL
open science

Les stratégies des expéditeurs-exportateurs français de pommes dans la gestion des risques sanitaires et phytosanitaires

Zouhair Bouhsina, Xavier Vernin, Magali Aubert, Jean Marie Codron,
Louis-Antoine Saisset

► To cite this version:

Zouhair Bouhsina, Xavier Vernin, Magali Aubert, Jean Marie Codron, Louis-Antoine Saisset. Les stratégies des expéditeurs-exportateurs français de pommes dans la gestion des risques sanitaires et phytosanitaires. Disponible en version française et en version anglaise. 2018. hal-02788620

HAL Id: hal-02788620

<https://hal.inrae.fr/hal-02788620>

Submitted on 5 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Les stratégies des expéditeurs-exportateurs français de pommes dans la gestion des risques sanitaires et phytosanitaires

Zouhair Bouhsina



Xavier Vernin



Les exigences sanitaires et phytosanitaires (SPS) des marchés contraignent les expéditeurs-exportateurs dans leurs activités d'approvisionnement. La conquête de nouveaux marchés dans un contexte de concurrence intense, amène les entreprises qui veulent exporter à intégrer des demandes clients très diverses. Il en va de seuils de résidus abaissés à l'exemple de certains marchés européens et/ou de limitation à l'encontre des risques de dissémination d'organismes de quarantaine (ravageurs en particulier). Les adaptations aux exigences SPS apparaissent plus ou moins aisées en fonction de la demande des marchés et des caractéristiques des entreprises. Ces ajustements contraignent les entreprises dans leur fonctionnement et leurs relations avec leurs partenaires commerciaux. L'enquête menée auprès des principaux exportateurs français de pommes a cherché à rendre compte des solutions organisationnelles mises en place. Plusieurs compétences de l'entreprise ont été ainsi sollicitées pour avoir une vue la plus complète : direction ou management, commerciales et techniques. L'analyse de ces entretiens a mis en évidence que c'est principalement en fonction des choix commerciaux et donc des marchés visés que leurs relations avec les apporteurs, en production, diffèrent.

■ QUELLES ÉTAIENT LES MOTIVATIONS À L'ORIGINE DU LANCEMENT DE VOTRE RECHERCHE ?

Les stations de conditionnement et les bureaux commerciaux des expéditeurs-exportateurs interviennent de deux façons en réponse aux exigences des clients : d'une part comme prescripteurs auprès de leurs fournisseurs et, d'autre part, comme arbitres dans la sélection et l'orientation commerciale des lots. Il s'agit donc d'analyser la manière dont les exportateurs répondent aux exigences de leur clientèle et comment ils influent sur la prise en compte des contraintes SPS dans leur approvisionnement. La diversité des structures et des organisations des entreprises ainsi que des demandes des marchés, laissent à entrevoir des adaptations différentes qu'il s'agit de bien mettre en évidence et de caractériser. Il paraît donc intéressant d'observer et de comprendre les solutions organisationnelles mises en place et de rendre compte, dans la mesure du possible, de leur pertinence et de leur adéquation.

■ COMMENT AVEZ-VOUS ABORDÉ VOTRE SUJET ?

En nous appuyant sur de précédents travaux portant sur le secteur de la tomate (Codron & al.), nous avons enquêté 25 metteurs en marché de pommes fortement représentatifs de la filière française. Des entretiens semi-directifs ont été menés visant à apprécier l'efficacité des organisations mises en place par les structures pour répondre aux exigences multiples des marchés en termes de qualité SPS des produits. En l'occurrence, l'enquête s'efforce d'inventorier les pratiques de production intégrée et les différents contrôles relatifs aux

résidus de pesticides et aux organismes de quarantaine, que ces contrôles soient obligatoires ou volontaires. L'analyse doit aussi permettre de comprendre comment les caractéristiques des entreprises (taille, type d'approvisionnement, type de clientèle...), influent sur ces pratiques. La collecte d'information s'est donc appuyée essentiellement sur des entretiens approfondis auprès des responsables des structures (Direction et services qualité, technique et commercial). Un questionnaire fermé, est venu préciser et compléter les interviews.

■ QUELLES SONT VOS CONCLUSIONS PRINCIPALES ?

L'enquête met en évidence une grande diversité d'entreprises. Les contraintes SPS constituent des éléments structurants de l'organisation des activités en verger et en station de stockage-conditionnement. Leur intensité découle essentiellement des choix commerciaux. Deux grandes modalités de gouvernance de la relation avec les apporteurs peuvent être distinguées. Une gouvernance relativement intégrée pour les entreprises qui ciblent les marchés exigeants en termes SPS, dans laquelle le producteur délègue une partie de ses droits de décision et de contrôle en verger. En contrepartie, la structure de mise en marché lui assure des avantages particuliers de suivi technique, de soutien financier, de rémunération, etc. Une gouvernance plus « légère » d'autre part, avec une césure plus marquée entre les activités de production et de mise en marché. Pour ce deuxième type de gouvernance, les cas de délégation étendue des droits de décision et de contrôle sont peu nombreux et limités à des marchés très spécifiques. L'implication du metteur en marché dans le processus de production en verger est peu fréquente. Elle repose principalement sur les orientations des lots en station et par marché.



■ COMMENT VOYEZ-VOUS LES RETOMBÉES POUR LA FILIÈRE ? ET POUR LES POUVOIRS PUBLICS ?

Les entreprises se disent exclues de certains marchés pour des raisons davantage d'ordre économique et/ou institutionnel (compétitivité) que purement technique. Seule une minorité de structures se positionne pour répondre à un éventail le plus large possible de clients et de marchés. Pour cette minorité, cette stratégie répond à une volonté de construction d'un large portefeuille permettant une meilleure adaptation aux aléas de la production et des marchés. D'un autre côté, aux yeux des exportateurs, l'assistance des pouvoirs publics dans la conquête des marchés étrangers demeure incontournable, en particulier ceux ayant des exigences relatives à des organismes de quarantaine réglementés. Il s'agit d'abord pour eux de pouvoir répondre aux demandes des pays pour des contrôles officiels, avec une application de procédures de contrôle homogènes quelle que soit la région française de départ. Mais les exportateurs attendent aussi des pouvoirs-publics l'ouverture de nouveaux marchés et des conditions d'accès optimisées avec des protocoles bilatéraux moins contraignants pour les acteurs de la filière. La mise en évidence dans notre étude des contraintes qui s'imposent aux structures et la manière dont elles y font face peuvent contribuer à mieux cibler les actions des pouvoirs publics, voire à contribuer à la mise en place d'un protocole français de prévention des risques. À l'instar de celui des USA, ce document pourrait servir de référence à toute nouvelle négociation avec les instances officielles des pays importateurs.

Pilote de l'étude & participants

Zouhair Bouhsina, Inra, zouhair.bouhsina@inra.fr

Xavier Vernin, Ctifl, vernin@ctifl.fr

Magali Aubert, Inra, aubert@supagro.inra.fr

Jean-Marie Codron, Inra, jean-marie.codron@supagro.fr

Louis Antoine-Saïssset, Montpellier Supagro, louis-antoine.saisset@supagro.fr

Pour en savoir plus

Codron J.M., Bouhsina Z., Bonnaud L. (2013), Allocation of decision rights in pesticide safety risk management : the case of tomato producer organizations in France, Paper for presentation at the 140th EEAE Seminar
Vernin X., Bouhsina Z., Codron J.M. (2018), Maîtrise des risques sanitaires et phytosanitaires par les exportateurs de pommes : perceptions et motivations. Infos CTIFL avril 2018